

## RÉACTIONS ÉGYPTIENNES À LA GUERRE DU GOLFE DES LIMITES DE L'IDENTITÉ COMME PRINCIPE EXPLICATIF

Iman FARAG

« La science sociale ne peut se constituer qu'en refusant la demande sociale d'instruments de légitimation ou de manipulation » (1). Assertion consensuelle. Il n'est pourtant pas inutile de rappeler d'entrée de jeu, à propos de la crise du Golfe, combien il a été difficile – et combien cela l'est encore – aux sciences sociales de se désolidariser des protagonistes sans renoncer à leur fonction. Plusieurs mois après la fin des combats, et alors que se dessinent les contours essentiels de l'après-crise, tant au sein des sociétés qu'entre les Etats, demeure cette difficulté de formuler une lecture ou d'en proposer simplement des clés, sans que cela soit marqué par un « effet de milieu » aspiré, à l'insu du chercheur sinon de son propre chef, dans le rapport de forces ambiant.

Dans le monde arabe mais ailleurs aussi, la guerre du Golfe a mis à contribution des événements, des images et des imaginaires dont la relation à la crise elle-même reste à décoder. Nouvel ordre mondial, droits de l'homme, démocratie, droit d'ingérence humanitaire, tout ce vocabulaire a fait appel à des images (télévisées !) allant de l'effondrement de l'Est socialiste à la montée du FIS algérien, en passant par les effets des politiques d'ajustement structurel du FMI. La guerre du Golfe a précipité des révisions et en a bloqué d'autres, a conforté des certitudes et en a remis d'autres en question.

En Europe, les critiques de la post-modernité y ont trouvé une confirmation de la « transparence du mal », comme dit Baudrillard, alors que pour ses chantres, cette guerre permettait d'affirmer la suprématie de la démocratie, unique valeur centrale à défendre à l'échelle planétaire, par la force militaire au besoin, au nom d'un droit international perçu pour l'occasion comme porteur par excellence de la valeur démocratique.

Dans le monde arabe, des dynamiques analogues sont à l'œuvre, même si les termes du débat diffèrent. On a pu relever ces glissements sémantiques qui font qu'on parle plus volontiers de confrontation des civilisations que d'impérialisme, une nouvelle identification de l'ennemi commun donnant lieu à de nouvelles convergences. C'est souvent au nom d'un même principe, une déontologie de l'arabité si l'on peut parler ainsi, que des individus appartenant aux mêmes courants politiques ont adopté des positions contradictoires. Inverse-

---

(1) BOURDIEU P., *Leçon sur la leçon*, Editions de Minuit, Paris 1987, p. 27.

ment, c'est à partir d'une lecture des rapports entre Etats et sociétés dans le monde arabe centrée sur la question de la démocratie, que des adversaires politiques se sont retrouvés sur le même terrain.

C'est de ces divers cas de figures qu'il s'agira ici. En essayant de rendre compte des débats suscités par la guerre du Golfe, certains observateurs se sont contentés de mettre en exergue ce que l'observation offrait comme signes les plus évidents et l'on sait qu'ils peuvent être trompeurs. La réponse des masses ou des élites arabes était en quelque sorte donnée d'avance, voire comprise dans la question, puisqu'elles sont d'entrée de jeu définies en tant que telles, arabes, arabo-musulmanes, agies par leur identité présupposée. Les positions les plus diverses et les plus contradictoires seront interprétées par un même principe explicatif, renvoyant selon les cas à un surcroît d'identité ou à une carence identitaire si on peut dire ainsi. Cette représentation suppose que face à la « réaction » vicéralement identitaire, on puisse concevoir une « action » dictée par le seul calcul des intérêts et qui, libre de toute appartenance, aurait le monopole de la raison. En examinant les positions égyptiennes face à la guerre du Golfe, il s'agira de dégager des questions sur la capacité des acteurs politiques à articuler les appartenances culturelles, religieuses, nationales, avec leur condition d'hommes modernes, travaillés à la fois par l'identité et par la raison.

Dans cette perspective, il s'agira de dépasser l'inventaire des prises de positions à l'égard de la guerre du Golfe, pour poser la question des liens éventuels entre ces positions et la manière dont elles s'articulent. Au delà des données factuelles relatives aux attitudes de « la rue », aux positions des courants d'opposition, tant en regard les uns des autres qu'à l'intérieur même de chacun d'entre eux, ce qui importe est de comprendre comment les positions adoptées vis-à-vis de la guerre du Golfe sont le produit d'une même société, d'une même historicité. Plus spécifiquement, il s'agira d'examiner les positions d'intellectuels qui, occupant des places radicalement opposées du point de vue de leurs appartenances politiques et idéologiques, se sont retrouvés sur les mêmes positions.

La guerre du Golfe apparaîtra dans ce qui suit à la fois comme objet de réflexion et comme prétexte pour questionner la manière dont des acteurs identifient des enjeux et s'en saisissent. Leurs réponses diffèrent, à la fois cohérentes et contradictoires. Il ne s'agira pas de résoudre les contradictions, ni de renforcer les cohérences, mais d'en montrer les limites et les potentialités.

### « Non-réactions » égyptiennes ?

Fournir une clé de lecture des positions de ce qu'on appelle communément la rue face à la guerre du Golfe est une opération purement spéculative : ici comme ailleurs on ne peut se faire une idée précise de ces positions. Cependant certains indices, en particulier le parallèle avec les positions du Maghreb, permettent de mieux comprendre ce qu'on identifiera comme des « non-réactions ». Une partie de l'opinion, ulcérée par la richesse tapageuse des Koweïtiens, a pris des positions favorables à l'Irak. La même attitude fut partagée par ceux qui ont retenu de cette crise le défi qu'un chef arabe adressait à l'Occident. En revanche, le souvenir des exactions pratiquées contre les Egyptiens en Irak,

ou l'image des désastres causés par la guerre, ont rendu une partie du public plus réceptive à l'égard de la campagne officielle. Il faut compter également avec une part de l'opinion pour laquelle l'Égypte n'avait rien à perdre dans cette guerre, donc rien à défendre. Toutes les hypothèses d'école sont permises, toutes peuvent être confirmées (2).

Les seules réactions collectives significatives se sont déroulées dans les universités égyptiennes. Initiées par les groupes étudiants islamistes essentiellement, avec la présence symbolique de la gauche étudiante, les manifestations ont dénoncé l'intervention des alliés occidentaux et la participation de l'Égypte à cette intervention. Elles ne sont intervenues qu'au moment où la guerre s'est transformée en opération unilatérale et acharnée des alliés contre l'Irak. On se trouve ainsi devant un *remake* des événements des années 1980, durant lesquels seuls les étudiants avaient manifesté en masse en faveur de l'*intifada* palestinienne (1986) ou contre le détournement par l'aviation américaine d'un avion égyptien (1985). Il s'agit en somme des mêmes acteurs politiques, jeunes et étudiants. Cependant, compte tenu du caractère inédit de l'événement que constituait la crise du Golfe, avec l'occupation du Koweït et l'engagement militaire de l'Égypte aux côtés des alliés occidentaux contre un pays arabe, il faudrait examiner ce qui a été qualifié de passivité, dépolitisation ou fin de l'arabité en Égypte. Quels que soient les termes, l'attitude des Égyptiens semble d'autant plus paradoxale que les choses se sont passées autrement du côté de la Jordanie ou du Maghreb dont on a constamment évoqué la distance par rapport aux « causes nationales arabes » (3).

### *Dépolitisation ou désarabisation ?*

Plusieurs explications conjoncturelles ont été données qui ne peuvent à elles seules rendre compte d'une mutation dont la guerre du Golfe a été le révélateur plus que la cause. Il est certain que les mauvais souvenirs rapportés d'Irak par les travailleurs égyptiens y sont pour quelque chose. Ils ont sans doute rendu le public plus réceptif à une campagne officielle nourrie par la compétition régionale entre le Caire et Bagdad. Cette campagne est partie de l'idée que la position prise par l'Égypte constituait la seule issue possible et le moindre mal face à une intransigeance irakienne qui aurait mis en échec toutes les initiatives politiques et les solutions arabes, scénario démenti par le « livre blanc jordanien » (en vente libre au Caire) que la presse officieuse a critiqué violemment. Toutefois, ces facteurs n'expliquent pas un phénomène plus profond dont les manifestations remontent à la fin des années 1970. Il s'agit de l'ensemble des attitudes égyptiennes face aux questions du monde arabe, qui semblent de moins en moins en mesure de mobiliser les masses. Une première explication (facile) met en cause la manipulation médiatique et le fait que les forces politiques qui auraient été en mesure de mobiliser les masses autour d'enjeux nationaux arabes sont privées de partis et de représentation légitime. Il suffirait ainsi de lever les barrières pour que les Égyptiens retrouvent ou redécouvrent

(2) Le sociologue IBRAHIM S.E. décrit ainsi la sagesse populaire intuitive et ancestrale des Égyptiens, qui suivent le déroulement d'un jeu international dans lequel un des petits a cru pouvoir jouer impunément au jeu des grands (*Al-Ahali*, 13/3/91).

(3) Faut-il ajouter que dans ces pays, les réactions populaires allaient dans le sens des attitudes adoptées par les régimes ?

leur « vraie nature », leur identité arabe, puisque la question de l'unité arabe reste à l'ordre du jour (4). L'explication inverse, celle des tenants de l'égyptianité, parle sur la fin d'un mythe, celui de l'arabité. Là aussi, face aux agissements des Irakiens et à leur « ingratitude », les Égyptiens auraient découvert « leur vraie nature ». On le voit, les deux lectures procèdent de la même logique.

Pour les tenants de la thèse de la dépolitisation, l'indifférence à l'égard des causes arabes s'inscrit dans le cadre d'une dépolitisation plus large de la société égyptienne. Sont invoquées ici les limites du processus de démocratisation, mais aussi ce qu'il faudrait considérer comme un des passages obligés du discours politique en Égypte : l'absence de « projet », « national » pour les uns et « civilisationnel » pour d'autres. On retrouve cette évocation rituelle tant chez les partisans de la réforme que chez les contestataires. Elle rend compte de projections utopistes sur l'avenir. Son corollaire obligé est la représentation mythique d'un « avant », « politisé », avec lequel il faudrait renouer.

Il ne s'agit pas tant de cela que des conditions de mobilisation autour d'enjeux (et de mythes) mobilisateurs dans un temps et un espace donnés. S'il est une mutation que la guerre du Golfe a mise à jour, c'est cette dissociation de plus en plus importante entre demandes sociales liées au niveau de vie et causes nationales, que celles-ci soient égyptiennes ou arabes. Celles-ci ne mobilisent que des acteurs politiques déjà constitués. Imposée d'une part par la dureté des conditions économiques et sociales, se traduisant par un repli sur des enjeux individuels, cette dissociation découle également de la perte de crédit des acteurs politiques traditionnels et des modes et structures de mobilisation qui sont les leurs, les mots d'ordre ne pouvant fonctionner indépendamment de ceux qui les portent. C'est à partir de ces mêmes éléments qu'on pourrait tenter d'expliquer de façon générale la faiblesse des conduites revendicatives (5).

(4) UDA Muhammad, *Al-Ahali*, 19/12/90.

(5) Il semble nécessaire ici d'examiner l'hypothèse de la dépolitisation, hypothèse selon laquelle l'absence d'un « projet national » expliquerait une désaffection du politique qui est loin d'être propre aux sociétés arabo-musulmanes : le désenchantement vis-à-vis de la politique dans les démocraties occidentales est souvent expliqué dans les mêmes termes. On serait tenté d'identifier ici ce que A. Hirschman décrit comme des cycles récurrents de passage de l'action publique vers le bonheur privé. Un inconvénient de cette approche est, comme le souligne Hirschman, que les mêmes explications conjoncturelles peuvent expliquer le passage d'un cycle à un autre. Une période de crise économique, tout comme une période de relance de l'économie peuvent favoriser l'action publique ou à l'inverse pousser au repli sur la sphère privée. D'où l'intérêt de partir des représentations. Or, il semble que ce schéma pose plusieurs problèmes. Le premier concerne l'acception du « bonheur privé » par Hirschman comme recherche de jouissance matérielle. On peut se demander si le repli sur le privé n'est pas aussi une maximisation des gains symboliques. Et si l'action publique n'est pas porteuse aussi de gains matériels. Il semble que cette opposition entre sphères publique et privée soit fondée sur une conception idéaliste de la citoyenneté, assimilée au renoncement. Cette conception arrive à sa limite explicative si l'investissement dans la sphère publique n'est pas seulement expression de la citoyenneté, mais aussi ressort du clientélisme et des ambitions individuelles. La recherche du « bonheur privé » s'inscrit alors au cœur même de l'action publique, qui est loin d'être uniquement faite de sacrifice.

Un autre problème tient à l'identification des conduites du citoyen à partir de celles du consommateur, alors que ce dernier est sensé rechercher la satisfaction dans ses intérêts individuels, et que le citoyen, lui, est supposé rechercher des intérêts plus « nobles » et plus globaux. Il semble que dans les deux cas, la satisfaction des besoins ne soit pas du même ordre.

Reste enfin le fait qu'entre le public et le privé, subsiste un « espace indéterminé » : celui des mobilisations dites communautaires, locales (par opposition à nationale) ou spécifiques à des groupes au sein d'une société. Un schéma construit sur l'opposition public (national) / privé (individuel) n'est pas en mesure de rendre compte de ces formes, qui sont pourtant d'autant plus importantes à examiner que l'action d'une société sur elle-même passe par ses formes de mobilisation, même « particularistes ». Cf. HIRSCHMAN Albert, *Bonheur privé, action publique*, Fayard, Paris 1983.

## L'opposition égyptienne face à la crise

Les attitudes des principaux courants de l'opposition vis-à-vis de la guerre du Golfe ont tenu à leur position vis-à-vis des solidarités régionales transnationales, et à la représentation qu'ils ont de leur rôle, de leur place sur l'échiquier politique et de leur avenir. Aucun de ces facteurs n'a pourtant été déterminant, se retrouver sur les mêmes positions que l'Etat ne signifiant pas le suivisme, et s'y opposer ne pouvant découler automatiquement de la ligne générale adoptée par ces courants. C'est sans doute pourquoi, la crise du Golfe faisant intervenir en un même moment des paramètres qu'on pouvait jusqu'ici dissocier, tous les courants de l'opposition ont été traversés à des degrés divers par des divergences.

Il fallait prendre position face aux deux régimes irakien et koweïtien, tant par rapport à leurs politiques qu'à ce qu'ils représentent. Se situer par rapport aux options du gouvernement égyptien, évaluer les poids respectifs des notions d'unité arabe ou islamique, de distribution des ressources, de démocratie, le rapport entre les fins et les moyens. La guerre du Golfe renvoyait ainsi à des enjeux internes propres au politique égyptien. Au delà s'imposaient, face à la coalition des armées des Etats-Unis et d'Europe, les représentations de ce que Sayyid Yassin identifie comme le rapport à l'Autre, l'Occident, et, au cœur de celles-ci, plus présent que jamais, Israël (6).

Au-delà du monopole de l'image détenu par les médias occidentaux, et du « viol du discours » dans le monde arabe (7), la question reste posée de la manière dont les ressources des discours idéologiques ont ou n'ont pas fonctionné. On peut évoquer à cet égard le parallèle Nasser/Saddam Hussein. Du côté des détracteurs du président irakien, la presse officieuse par exemple, la comparaison n'a pas lieu d'être. L'invasion du Koweït ne saurait être comparée à l'intervention nassérienne au Yémen, pas plus que le discours sur la répartition des richesses à la nationalisation du Canal de Suez, ni la présence des forces étrangères dans le Golfe à l'agression tripartite de 1956. Dans le même camp pourtant, certains reprendront à leur compte ces parallèles, moins pour stigmatiser le régime irakien que pour régler les comptes avec un type de régimes arabes qui chercheraient à se consolider en provoquant de manière irresponsable l'Occident et en menaçant ses intérêts (8). Plus ambiguë était la position des forces de gauche et nationalistes, qui ne pouvaient reprendre totalement à leur compte la métaphore, ni la récuser de façon radicale sans entrer en contradiction avec leurs propres prémisses. Plus que jamais, l'idéologie a fonctionné comme « système d'idées qui filtre et trie ce que nous apporte l'information » (9).

Les réactions de l'opposition égyptienne se sont différenciées des priorités. Fallait-il accorder une importance primordiale à la présence américaine et étrangère au Golfe, ou à l'inverse concentrer l'action sur la libération du Koweït quelle que soit la sanction contre l'Irak ? Dans la manière dont ont été identifiés

(6) YASSIN Y, *Rapport stratégique*, Al-Ahram, 1990, p. 9-26.

(7) *op. cit.*

(8) RAMADAN Abdel-Azim, *October*, 2/12/90.

(9) MORIN Edgar, *L'esprit du temps*, I.

les enjeux et les protagonistes, on constate des changements liés aux évolutions de la crise. L'intervention des alliés occidentaux a provoqué des inflexions parfois radicales dans les positions. Les termes de ce débat semblaient ainsi imposer un choix entre démocratie et arabité. Quoi qu'on pense aujourd'hui de ces deux options tout autant tronquées (10), les réponses données vont réorganiser les faits, déployer les procédés et ressources d'assimilation, d'emprunt, imposer les mots-clefs et trier une information elle-même orientée.

Pour le parti du néo-Wafd, qui a accordé son soutien total à la politique du gouvernement, le choix était clair. Le refus de l'occupation du Koweït est la priorité des priorités. C'est bien cette occupation qui a entraîné la présence étrangère, moindre mal dont on attend non seulement la libération du Koweït, la restitution de son gouvernement légitime, mais aussi un renversement du régime irakien. Pour le néo-Wafd, dont l'organe a mené campagne en 1989 à propos des conditions faites aux travailleurs égyptiens en Irak, à un moment où cette campagne embarrassait le gouvernement égyptien (11), le régime ba'athiste est une cible à double titre. Autoritaire, Saddam Hussein est l'archétype du tyran à abattre. Et son parti est dans les faits un parti unique qui véhicule les slogans d'un nationalisme arabe dépassé, cible principale des « libéraux » dès avant l'occupation. Le néo-Wafd a donc repris à son compte la perception du droit international comme garant d'un nouvel ordre mondial où les régimes de type irakien n'auraient plus droit de cité.

Du côté de la mouvance islamique, le parti du Travail a adopté une position parfaitement symétrique à celle du néo-Wafd. Là aussi le choix était clair (12), l'invasion américaine des terres sacrées constituant un danger nettement plus éminent que l'occupation du Koweït, et les arguments irakiens relatifs aux ressources pétrolières devant être pris au sérieux. Au début de la crise, le parti s'est prononcé pour un retrait simultané des forces irakiennes et étrangères, et leur remplacement par des forces arabes qui resteraient en présence jusqu'à la conclusion d'un accord. Cette présence serait accompagnée de garanties relatives à l'examen des revendications irakiennes concernant le pétrole arabe. Le parti du Travail a refusé les mesures d'embargo économique contre l'Irak. Son journal, *al-Sha'b*, a soutenu la possibilité d'une victoire irakienne et a été le seul à publier les discours de Saddam Hussein. Ayant participé à toutes les missions islamiques de bons offices, le parti a soutenu dans son deuxième communiqué, publié un mois après l'invasion, que demander au seul Irak de changer ses positions, comme si la situation d'avant la crise avait été acceptable, était une injustice. La participation des forces armées égyptiennes aux côtés des alliés a été perçue comme le prix politique à payer en contrepartie de l'aide économique américaine, prix d'autant plus élevé qu'il s'agissait de la défense du régime saoudien, le premier à avoir appelé la présence étrangère et première cause de cette présence. L'organe du parti du Travail a émis des critiques à l'encontre du régime saoudien, qui n'avait d'islamique que le nom et qui se montrait permissif

(10) Démocratie excluant toute alternance, arabité synonyme d'autoritarisme ?

(11) *Revue de la presse égyptienne*, n° 36-37, CEDEJ, 1989.

(12) A l'exception de la mini-crise rapidement résolue, provoquée par les réserves de Muhammad Hassan Durra, un des membres dirigeants.

à l'égard des pratiques illicites des forces étrangères sur ses terres. Pour le parti du Travail enfin, la présence étrangère dans le Golfe était à la fois un des épisodes de la confrontation entre l'islam et l'occident, et le début d'une américanisation qui, ayant étendu ses limites à l'ensemble de l'occident, cherche à s'imposer à l'échelle planétaire (13).

Au sein de l'alliance islamique (14), la position des Frères Musulmans était plus nuancée et leur a valu les critiques des Frères du Koweït. Dès le début de la crise, les Frères ont déclaré dans un communiqué qu'Israël serait le seul gagnant dans la confrontation du Golfe. Ils ont appelé à régler le conflit sans l'intervention des forces étrangères face auxquelles s'imposerait le *jihad* si elles refusaient de se retirer. Pour les Frères, le gouvernement égyptien s'est empressé d'envoyer les forces égyptiennes en Arabie saoudite sans donner le temps aux efforts arabes et islamiques d'épuiser leurs possibilités. Les Frères ont tenu à préciser à plusieurs reprises qu'il ne s'agissait point pour eux d'un soutien à Saddam, mais d'un refus de la présence américaine, encore plus dangereuse pour la *umma* que Saddam. Parmi les Frères, il s'est trouvé certaines personnalités qui ont exprimé leur sympathie pour le Koweït et pour le rôle de ce dernier dans les activités de la *da'wa* islamique. Ils ont également critiqué les actions de pillage et de violence des soldats irakiens au Koweït, condamnables pour l'islam (15).

Du côté du parti des Libéraux, autre composante marginale de la mouvance islamique, la direction a condamné l'invasion et a demandé le retrait irakien, considérant que Saddam Hussein portait la responsabilité de la présence étrangère. Quelques voix ont évoqué pourtant les droits historiques de l'Iraq au Koweït et la nécessité d'une répartition plus équitable des richesses. La commission de la jeunesse en particulier a condamné la présence étrangère et a refusé que le retrait irakien se fasse avant des garanties de non-agression contre l'Iraq (16).

L'opinion de 'Abud El-Zumur, un des dirigeants du groupe Al-jihâd, donnée depuis sa prison, éclaire la position de certains groupes radicaux islamistes. Dans ce communiqué, les deux régimes irakien et koweïtien sont renvoyés dos à dos, car impies, ennemis de l'islam et marionnettes aux mains des Américains. Tout règlement qui ne serait pas le renversement de ces régimes est rejeté. Avec l'intervention américaine pourtant, le conflit n'opposait plus deux forces non islamiques, mais l'islam et l'Occident (17). Sans abandonner la critique des régimes arabes, les forces radicales islamistes ont dénoncé, la présence étrangère « croisée » notamment par le biais des prônes du vendredi de prédicateurs proches de ces mouvances (18).

(13) *Rapport stratégique*, p. 420-427..

(14) *Al-Nur*, 3/4/1991.

(15) Interview de AL-HUDAYBI, porte-parole des F.M., dans *October*, 3/4/91 : « Que le Koweït reste occupé cent ans et ne soit pas libéré par les U.S.A ».

(16) *Rapport stratégique*, p. 430 et suivantes.

(17) *Op. cit.*, voir également LUTZARD P.-J., *L'Islam et la crise du Golfe*, *Egypte - Monde arabe*, (EMA), 3/91.

(18) *Al-Nur*, 27/3/91.

C'est enfin toujours au sein de la mouvance islamique qu'un groupe *ad hoc*, qui a pris pour nom « les islamistes indépendants », a tenu à énoncer ses propres positions (voir *infra*).

A cette diversité des positions à l'intérieur de la mouvance islamique, s'ajoute une diversité des expressions. Des organes de presse, des maisons d'édition, des mouvements religieux piétistes, dont on avait voulu croire qu'ils n'étaient que l'écran ou le bras de tel ou tel courant au sein de la mouvance islamique, le plus souvent les Frères Musulmans, ont eu des positions nuancées voire radicalement différentes de celles des courants auxquels ils étaient assimilés (19). Les réactions islamistes à la guerre du Golfe remettent en question à bien des égards la représentation dominante selon laquelle les différences au sein de la mouvance islamiste sont orchestrées, ou sont des variantes mineures qui ne prêtent pas à conséquence.

Les divergences au sein des divers courants d'opposition, qu'il s'agisse des islamistes ou de la gauche vis-à-vis de la guerre du Golfe, ont été analysées négativement. Dans un cas comme dans l'autre, ces divergences renverraient à l'absence de cohésion sur le plan organisationnel et à l'incohérence des options idéologiques (20). Or il est possible de suggérer une autre lecture, qui porterait sur les dynamiques intellectuelles à l'œuvre et verrait dans ces différences les signes d'une complexité et non simplement les marques de la faiblesse.

Cette remarque vaut tant pour les islamistes que pour la gauche au sein de laquelle les prises de position étaient loin d'être unanimes. L'organe du Rassemblement Progressiste a d'ailleurs ouvert ses pages aux diverses tendances. Si le R.P. a demandé dès le début de la crise (5 août), et à l'instar des autres forces politiques, le retrait irakien et le respect du droit des koweïtiens à choisir leur régime politique, il a ensuite déplacé son attention sur la présence des forces étrangères (communiqué du 12 août). Appelant à un retrait simultané des forces étrangères et irakiennes, qui seraient relayées par des forces arabes, le R.P. a souligné l'urgence d'une réconciliation arabe. Des personnalités de poids ont jugé que les positions de leur parti ne comportaient pas une condamnation suffisante des agissements irakiens. Trois membres importants du secrétariat général ont suspendu leur appartenance au parti (21). Cette suspension n'a été levée qu'après la formulation d'un communiqué (du 26 août) qu'ils ont jugé plus équilibré et acceptable. On retrouve ces trois personnalités dans les commissions de solidarité avec le peuple koweïtien. Ils appartiennent tous à la génération des anciens marxistes qui ont subi les retombées du conflit entre les communistes et Nasser dans les années cinquante, ont été les auteurs de la grande réconciliation du début des années soixante et ont fait leur conversion à l'arabité dans les instances de l'Union socialiste arabe. Se sont retrouvés sur les

(19) Il en est ainsi de la maison d'édition et de production audiovisuelle Al-Zahra' présidée par Ahmad Ra'if, de la revue *Al-Nur*, organe religieux du parti des Libéraux, avec sa rubrique « Les Frères », et de l'ensemble des revues éditées par ce parti, dont le fil directeur est la glorification de son chef, de la Gam'iyya char'iyya etc.

(20) Voir notamment les analyses du *Rapport stratégique* ainsi que LUIZARD P.J., EMA, *op. cit.*

(21) Dont Abu Seif Youssef, Ibrahim Sa'ad El-Din et Ismail Sabri Abdallah. Sur les positions de ce dernier (« Je suis un socialiste qui défend le retour du prince Jaber ») voir *Al-Gumhuriyya*, 6/9/90.

mêmes positions nombre de ceux qui ont partagé cet itinéraire (22), mais aussi ceux appartenant à une génération plus jeune, les néo-marxistes libéraux tels que les identifie Alain Roussillon (23). Si ceux-ci étaient plus sensibilisés aux droits de l'homme, et peut-être aussi plus sceptiques à l'égard des slogans d'un régime irakien présumé radical, voire désenchantés par rapport aux maigres acquis des aînés, c'est semble-t-il au nom d'une certaine conception de l'arabité que les premiers, les vétérans, ont adopté des positions nuancées.

Paradoxe, c'est au nom de cette même arabité que les nassériens, une des composantes de la gauche, ont adopté des positions similaires à celle du parti islamiste du Travail. Considérant que la guerre du Golfe était une confrontation entre les forces de libération dans le monde arabe et l'alliance des impérialistes et de la réaction arabe, les nassériens, tout en refusant l'annexion par la force du Koweït, ont donné la priorité au refus de la présence étrangère. C'est dans le discours des nassériens à propos de la guerre du Golfe, plus particulièrement dans les communiqués du Parti Nassérien « en voie de constitution » — rejeté par la Commission des partis — que se manifeste le plus l'hybridation des références identitaires religieuses et nationales, si on peut considérer comme telle l'emploi dans un discours de gauche et laïc d'expressions comme « *peuple arabe islamique* » ou « *nouvelles croisades* ». Ces glissements sémantiques, s'ils ne renvoient pas à un effacement des frontières de l'appartenance organisationnelle, ni à une fusion idéologique ni à un règlement du conflit historique entre Frères Musulmans et nassériens, rendent compte des nouvelles articulations « égyptiennes » entre islam et arabité : d'un côté les Frères Musulmans égyptiens, prenant leur distance par rapport aux options de la direction mondiale (24), et de l'autre les nassériens, reprenant pour leur propre compte les mots forts de la mobilisation islamique.

### ***Les islamistes indépendants : le prix de l'indépendance***

C'est toujours au sein de la mouvance islamique que s'est constitué un groupe *ad hoc* qui s'est fait connaître à l'opinion par une série de communiqués publiés dans l'officieux *al-Ahrâm*, par le truchement de la rubrique du mardi de Fahmi Huwedi, l'un des signataires du communiqué. Le groupe s'est constitué pour la plupart d'intellectuels proches de la mouvance islamique qui disent leur refus de devoir choisir entre deux camps : Saddam Hussein est condamnable pour son agression contre le Koweït, mais il n'est pas le seul dirigeant arabe à condamner, car tous refusent d'appliquer la *shura*. Tant l'invasion du Koweït que l'intervention américaine ne sont en définitive que le résultat direct de l'absence de démocratie et d'équité dans la distribution des ressources à l'échelle du monde arabe.

C'est d'abord l'incapacité des régimes arabes à trouver une alternative autre que l'intervention étrangère que dénonce le communiqué. Face au crime

(22) Pour qui connaît les personnalités de la gauche égyptienne, les noms emblématiques de SAQR Ibrahim, et AMR Mohiel-Din, montrent à quel point les divergences ont été profondes.

(23) ROUSSILLON Alain, L'opposition égyptienne et la crise du Golfe, *Maghreb-Machrek*, octobre-décembre 1990, n° 130, p. 79-98.

(24) *Rapport stratégique*.

abominable que constitue l'occupation du Koweït, seule est acceptable une solution arabe et islamique. Les arguments invoqués pour justifier l'intervention occidentale ne sauraient cacher que celle-ci poursuit ses objectifs propres et adopte deux poids, deux mesures, selon qu'il s'agit du Koweït ou de la Palestine. À défaut d'initiative arabe et islamique, le communiqué appelle à une intervention placée sous les auspices des Nations Unies et non sous les drapeaux des pays occidentaux. Evoquant les principes qui dictent sa position, la déclaration souligne les atteintes à la liberté dans le monde arabe et le délaissement de la *shura* (25).

Dans un communiqué suivant, les islamistes indépendants critiquent les positions des leaders de l'opinion, dont certains se réjouissent des pertes qui frappent le peuple irakien, alors que d'autres veulent faire table rase de l'occupation du Koweït. Le communiqué réitère les positions de principe : refus de l'occupation irakienne, arrêt des combats et retrait des forces étrangères aussitôt leur mission achevée et sans outrepasser leur fonction qui est la libération du Koweït et non la destruction du potentiel irakien qui reste un potentiel arabe. Le communiqué souligne par ailleurs qu'Israël, ennemi principal des arabes et de l'islam, est le bénéficiaire de cette guerre. S'il n'évoque pas clairement les revendications irakiennes, le communiqué souligne le respect de l'indépendance et de l'intégrité koweïtienne, tout en proposant des garanties internationales de non-agression contre l'Irak, et la nécessité d'examiner dans un cadre arabe et islamique certaines demandes pétrolières irakiennes (26).

S'il est certain que les conditions politiques qui ont permis à cette opinion de s'exprimer sur les pages du plus grand quotidien ne sont pas étrangères aux tentatives du pouvoir cherchant à discréditer d'autres expressions islamistes moins nuancées et plus contestataires, il reste que par leur refus d'adopter tant le discours lénifiant des hommes d'Al-Azhar, qui ont confirmé que le recours aux forces étrangères pour la protection des lieux saints était un moindre mal, que celui du parti du Travail, pour qui l'occupation du Koweït perdait de son importance face à l'assaut américain, les islamistes indépendants ont exprimé une position qui sort des réactions idéologiques attendues, tout en réitérant son identité islamique (27). Pour leur refus de prendre parti entre deux positions condamnables, il semblerait que la société égyptienne dans son ensemble leur ait donné raison.

### **De Zaqariyya à Ghazâli : construction d'une modernité politique ?**

Aborder les réactions à la guerre du Golfe en termes de stratégies, d'alliances ou de tactiques politiques ne semble pas épuiser complètement la question, d'autant que les prises de positions ont brouillé les découpages politiques droite/gauche, laïcs/islamistes. Sans exclure les recompositions politiques partisans, on tentera d'examiner les dispositions intellectuelles en

(25) EMA, 3/90.

(26) *Al-Ahram*, 29/11/91.

(27) ROUSSILLON Alain, *op. cit.*

gestation, à travers les prises de position de deux personnalités, Fu'ad Zaqariyya professeur de philosophie, laïc, dont les positions pro-koweitiennes ont été remarquées au sein de la gauche, et le sheikh Muhammad El-Ghazâli, célèbre prédicateur et signataire des déclarations des islamistes indépendants (voir *supra*). Il s'agira de se demander comment et par quelles médiations deux intellectuels que tout semble opposer se retrouvent sur une même position, animateurs des meetings de solidarité avec le peuple koweïtien. L'interprétation qu'on pourra en faire n'est pas transposable en termes de stratégies collectives de forces politiques. Cependant l'examen de ces deux positions individuelles, qui se placent sous le signe de la modernité politique, religieuse pour l'un, laïque pour l'autre, permet de dégager des articulations possibles entre raison et identité.

La symétrie entre ces deux personnalités tient à plusieurs raisons. On pourrait concevoir une homologie formelle dans les places respectives qu'ils occupent au sein de leurs « familles politiques » respectives : Fouad Zaqqariyya, « fils turbulent » de la gauche, affirme son attachement à ses « valeurs » tout en en condamnant le dogmatisme et l'opportunisme (28).

Muhammad El-Ghazâli, membre des Frères Musulmans dans les années quarante et cinquante, leader de l'opinion islamiste égyptienne dans les années quatre-vingt après un détour par l'Algérie, et aujourd'hui interlocuteur désigné par l'Etat des islamistes récalcitrants, fustige régulièrement la non-conformité de l'Etat avec les préceptes de la *chari'a* et l'inculture des jeunes militants. C'est, semble-t-il, toujours dans cette logique de modernisation de la pensée religieuse et de l'action islamiste, que Ghazâli a produit une importante réflexion sur l'épuration, voire l'*aggiornamento*, de la *sunna* prophétique qui lui a valu les foudres de certains courants salafistes.

Autre symétrie, celle qui touche aux accointances koweïtiennes de nos deux intellectuels. L'un est fondateur du département de philosophie de l'université du Koweït : « Ceux qui n'ont retenu de ce peuple que sa richesse, n'ont pas relevé le potentiel intellectuel remarquable que recèle ce pays, bien plus important que celui de grands pays » (29). L'autre est reconnaissant au Koweït pour son soutien à la propagation du message de l'islam : « Pourquoi trahir le Koweït ? J'ai demandé des aides pour la construction de mosquées, d'écoles, et d'hôpitaux, ils ont toujours donné sans hésitation. Est-ce la récompense de ceux qui dépensent leur biens pour Dieu ? » (30).

La question du lien entre le Koweït et la Palestine est également reprise par les deux auteurs, moins pour souligner le double standard de la légalité internationale que pour souligner, pour Zaqariyya, le fait que « ce qui s'est passé au Koweït ne diffère en rien de ce qui s'est passé en 1948, c'est même pire puisque l'occupation de la Palestine a été l'œuvre d'un ennemi historique des Arabes qui n'a nullement caché ses intentions, alors que dans le cas du Koweït c'est de la part du plus proche voisin que viennent les visées expansionnistes » (31); et,

(28) *Al-Ahali*, 29/11/91.

(29) ZAQARIYYA F., *La culture arabe et la crise du Golfe*, Le Caire, 1991, p. 12.

(30) *Al-Liwa'*, 19/2/90.

(31) ZAQARIYYA F., *op. cit.*, p. 53.

pour Ghazali, que « l'invocation des droits historiques de l'Irak dans les territoires koweïtiens, impensable s'il s'était agi d'un voisin pauvre, conforte les arguments d'Israël » (32).

Partant de dispositions intellectuelles radicalement différentes, les deux personnalités se retrouvent sur des prises de positions similaires à propos de la crise du Golfe : condamnation de l'occupation du Koweït par Saddam Hussein, condamnation du régime irakien et de l'état de décadence du monde arabe. Dans un cas, celui de F. Zaqariyya, c'est au nom de la raison « pure », et dans l'autre, au nom d'une raison islamique. Par cette invocation de la raison, les deux se placent pour ainsi dire au dessus de la mêlée politique. Ce qu'on pourrait identifier à un « anti-populisme » s'exprime dans des formules comparables. *Culte du Prince* (33) caractéristique des Arabes pour Zaqariyya ; et pour Ghazâli, « Les arabes sont des sentimentaux. Ils s'entretuent pour un rien et se réconcilient aussitôt. (...) Il suffit d'un seul dictateur ; ajoutez des zéros, ils seront par milliers » (34). La leçon à tirer de la guerre du Golfe est pour nos deux auteurs le constat de l'absence de rationalité. Pour le premier, ce constat débouche sur la dénonciation « des compagnons de route qui ne sont pas en mesure de voir les réalités les plus simples, ont choisi d'être à la remorque des opinions publiques plutôt que de les guider et ont construit leurs positions sur des réflexes passionnels » (35). « Nous avons pendant longtemps exalté les qualités de l'intellectuel et son éthique, éternelle victime de régimes autoritaires : or la responsabilité des intellectuels dans ce qui s'est passé est aussi importante que celle de Saddam » (36).

L'essentiel de la leçon que tire Zaqariyya de la guerre du Golfe, semble résider précisément dans cette médiation tronquée que prétendent accomplir les intellectuels, à laquelle feraient défaut et la rationalité et la dimension éthique.

Dans le projet de Ghazâli, la déraison est cette idée même – produite par le Ba'ath et ses émules – selon laquelle une arabité indépendante de l'islam est possible. C'est à cette idée qu'on doit l'invasion du Koweït, l'intervention de forces étrangères sur les terres de l'islam, l'absence de la *shura* dans les sociétés arabo-musulmanes, et enfin le complot qui a fait croire à Saddam Hussein qu'il avait le feu vert pour occuper le Koweït. La solution est dévolue à l'application de la *shura* et de la *shari'a*, projet éthique s'il en est, pendant de celui de Zaqariyya.

La forclusion du champ de la modernité politique, si l'on identifie comme tel le choix entre les deux options tronquées imposées par la crise du Golfe, n'est pas le résultat inévitable d'un « blocage » identitaire. Son point d'achoppement est précisément là où raison et identité prétendraient s'ériger en totalités. La société égyptienne l'a démontré à ses intellectuels. En cela aussi, elle a eu « raison ».

(32) *Al-Liwa*, 11/10/91.

(33) ZAQARIYYA F., *op. cit.*, p. 34.

(34) *Al-Liwa'*, 21/3/91.

(35) ZAQARIYYA F., *op. cit.*, p. 7.

(36) ZAQARIYYA F., *op. cit.*, p. 19.